



Mission régionale d'autorité environnementale

Auvergne-Rhône-Alpes

**Avis délibéré de la mission régionale d'autorité environnementale
sur la révision générale du plan local d'urbanisme (PLU) de la
commune de Solignac-sur-Loire (43)**

Avis n° 2024-ARA-AUPP-1446

Avis délibéré le 24 septembre 2024

Préambule relatif à l'élaboration de l'avis

La mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) Auvergne-Rhône-Alpes de l'Inspection générale de l'environnement et du développement durable (Igedd), s'est réunie le 24 septembre 2024 en visioconférence. L'ordre du jour comportait, notamment, l'avis sur la révision générale du plan local d'urbanisme (PLU) du PLU de Solignac-sur-Loire (43).

Ont délibéré : Pierre Baena, François Duval, Marc Ezerzer, Jeanne Garric, Jean-Pierre Lestoille, Yves Majchrzak, Muriel Preux, Emilie Rasooly, Catherine Rivoallon-Pustoc'h, Pierre Serne, Jean-François Vernoux et Véronique Wormser.

En application du règlement intérieur de la MRAe, chacun des membres délibérants cités ci-dessus atteste qu'aucun intérêt particulier ou élément dans ses activités passées ou présentes n'est de nature à mettre en cause son impartialité dans l'avis à donner sur le document qui fait l'objet du présent avis.

La direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (Dreal) Auvergne-Rhône-Alpes a été saisie le 28 juin 2024, par les autorités compétentes, pour avis au titre de l'autorité environnementale.

Cette saisine étant conforme à l'article R. 104-21 du code de l'urbanisme relatif à l'autorité environnementale prévue à l'article L. 104-6 du même code, il en a été accusé réception. Conformément à l'article R. 104-25 du même code, l'avis doit être fourni dans le délai de trois mois.

Conformément aux dispositions de l'article R. 104-24 du même code, l'agence régionale de santé a été consultée par courriel le 5 juillet 2024 et a produit une contribution le 22 juillet 2024. La direction départementale des territoires du département de la Haute-Loire a également été consultée le 5 juillet 2024 et a produit une contribution le 9 août 2024.

La Dreal a préparé et mis en forme toutes les informations nécessaires pour que la MRAe puisse rendre son avis. Sur la base de ces travaux préparatoires, et après en avoir délibéré, la MRAe rend l'avis qui suit. Les agents de la Dreal qui étaient présents à la réunion étaient placés sous l'autorité fonctionnelle de la MRAe au titre de leur fonction d'appui.

Pour chaque plan ou programme soumis à évaluation environnementale, une autorité environnementale désignée par la réglementation doit donner son avis et le mettre à disposition de la personne publique responsable et du public.

Cet avis porte sur la qualité du rapport environnemental présenté par la personne responsable, et sur la prise en compte de l'environnement par le plan ou document. Il vise à permettre d'améliorer sa conception, ainsi que l'information du public et sa participation à l'élaboration des décisions qui s'y rapportent. L'avis ne lui est ni favorable, ni défavorable et ne porte pas sur son opportunité.

Le présent avis est publié sur le site internet des MRAe. Conformément à l'article R. 104-25 du code de l'urbanisme, il devra être inséré dans le dossier du projet soumis à enquête publique ou à une autre procédure de consultation du public prévue par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Aux termes de l'article R.104-39 du même code, l'autorité qui a arrêté le plan ou le programme met à disposition une déclaration résumant la manière dont il a été tenu compte du rapport environnemental et des consultations auxquelles il a été procédé.

Synthèse de l'avis

Le présent avis de l'Autorité environnementale porte sur la révision générale du plan local d'urbanisme (PLU) (PLU) de la commune de Solignac-sur-Loire (43). La révision de ce PLU a pour objectif d'atteindre à l'horizon 2035 une population de 1 390 habitants et de construire 90 logements neufs. Pour sa réalisation, ce projet de territoire mobilisera une surface foncière de 15 ha.

Sont analysées à ce titre la qualité du rapport d'évaluation environnementale et la prise en compte des enjeux environnementaux par la révision générale du plan local d'urbanisme (PLU).

Pour l'Autorité environnementale, les principaux enjeux du territoire et du projet sont les suivants : la consommation d'espace, la biodiversité, la gestion de l'eau, le paysage, les risques et les nuisances, le changement climatique.

Ses recommandations sont les suivantes :

- faire le bilan des disponibilités foncières et de la consommation foncière pour l'activité économique à l'échelle de l'agglomération du Puy-en-Velay,
- reprendre le projet de territoire afin qu'il s'inscrive en cohérence avec les objectifs fixés par la loi Climat et résilience en matière de consommation foncière,
- fournir une analyse des zones humides dans les zones où un développement de l'urbanisation est envisagé dans le projet de PLU,
- analyser les incidences du projet de PLU sur la biodiversité et présenter les mesures prises dans son règlement et ses orientations pour y remédier. De plus, évaluer les incidences sur l'ensemble des thématiques environnementales du fuseau pour la mise à 2X2 voies de la route nationale RN 88 inscrit au règlement graphique,
- compléter l'analyse des disponibilités et de la qualité de l'eau potable, au regard des ambitions du projet de territoire, en tenant compte de l'évolution du changement climatique,
- approfondir l'analyse sur l'adéquation entre les unités de traitements des eaux usées et le projet de territoire et conditionner la délivrance des permis de construire en fonction des capacités et de la qualité de traitement des stations de traitement des eaux usées, afin de préserver les milieux naturels,
- renforcer l'analyse paysagère du territoire et compléter l'intégration paysagère des projets d'OAP et de la zone d'activités économiques du Fangeas,
- établir le bilan carbone du projet de PLU,
- estimer le potentiel en énergies renouvelables sur le périmètre communal.

Table des matières

| | |
|--|-----------|
| 1. Contexte, présentation de la révision générale du plan local d'urbanisme (PLU) et enjeux environnementaux..... | 5 |
| 1.1. Contexte de la révision générale du plan local d'urbanisme (PLU)..... | 5 |
| 1.2. Présentation de la révision générale du plan local d'urbanisme (PLU)..... | 5 |
| 1.3. Principaux enjeux environnementaux de la révision générale du plan local d'urbanisme (PLU)..... | 7 |
| 2. Analyse du rapport environnemental..... | 7 |
| 2.1. Observations générales..... | 7 |
| 2.2. Articulation du projet de PLU avec les autres plans, documents et programmes..... | 7 |
| 2.3. État initial de l'environnement, incidences du PLU sur l'environnement et mesures ERC... | 8 |
| 2.3.1. Consommation d'espace..... | 8 |
| 2.3.2. La biodiversité..... | 11 |
| 2.3.3. La ressource en eau..... | 14 |
| 2.3.4. Risques et nuisances..... | 16 |
| 2.3.5. Paysage..... | 17 |
| 2.3.6. Climat-air-énergie..... | 18 |
| 2.4. Solutions de substitution raisonnables et exposé des motifs pour lesquels le projet de PLU a été retenu..... | 19 |
| 2.5. Dispositif de suivi proposé..... | 20 |
| 3. Prise en compte de l'environnement par le plan..... | 20 |

Avis détaillé

1. Contexte, présentation de la révision générale du plan local d'urbanisme (PLU) et enjeux environnementaux

1.1. Contexte de la révision générale du plan local d'urbanisme (PLU)

La commune de Solignac-sur-Loire est située dans le département de la Haute-Loire à 12 km au sud de la ville du Puy-en-Velay. Elle est comprise dans le périmètre de la communauté d'agglomération du Puy-en-Velay (Capev) qui est composée de 72 communes avec une population de 82 300 habitants (2021). La commune compte 1 274 habitants et s'étend sur une surface de 2 400 ha, avec un bourg centre et un maillage territorial composé de plusieurs hameaux¹.

La population de cette commune a connu une croissance assez régulière depuis la fin des années 60. Ainsi entre 2015 et 2021, la population enregistre une légère hausse annuelle de +0,3 %.



Figure 1: Localisation de la commune. Source dossier.

Géographiquement cette commune s'inscrit sur le plateau du Devés et un secteur des gorges de la Loire. Le fleuve Loire sillonne la commune à l'extrême est de son périmètre. Solignac-sur-Loire bénéficie d'une bonne desserte routière, avec la présence sur son territoire de la route nationale RN88, et la proximité immédiate de l'ancienne RN102, devenue RD906.

Le territoire communal est compris dans le périmètre du schéma de cohérence territoriale (Scot) du Pays du Velay approuvé le 3 septembre 2018 et la commune est identifiée dans ce document en tant que commune structurante. Solignac-sur-Loire est également couverte par le programme local de l'habitat (PLH) 2019-2025 du Pays du Velay².

1.2. Présentation de la révision générale du plan local d'urbanisme (PLU)

Le territoire de Solignac-sur-Loire est actuellement couvert par un PLU initialement approuvé le 19 avril 2004. La présente révision a été prescrite par délibération du conseil municipal le 24 sep-

¹ Agizoux, Montagnac, Chassilhac, Collandre, Coucouron, Consis, La Beaume, Le Chier et Mussic.

² Approuvé le 20 juin 2019.

tembre 2020. Le nouveau projet d'aménagement et de développement durable du PLU (PADD) comprend plusieurs orientations structurantes, à savoir :

- **conforter l'attractivité résidentielle** en confortant la croissance démographique, en diversifiant l'offre en logements, en consommant moins d'espaces, avec une politique d'aménagement urbain qualitative, en préservant la vitalité de la centralité et avec une offre commerciale et de services de proximité et d'équipements... ;
- **consolider l'attractivité économique et touristique** en facilitant le développement de la zone d'activités structurante du Fangeas, en veillant à la pérennité de la carrière de « Sert du Bois », en favorisant le développement des activités touristiques ;
- **préserver le cadre naturel** en préservant et maintenant les espaces agricoles, en préservant le patrimoine naturel, en engageant le territoire dans la transition écologique, en limitant les nuisances et les pollutions engendrées par les activités humaines.

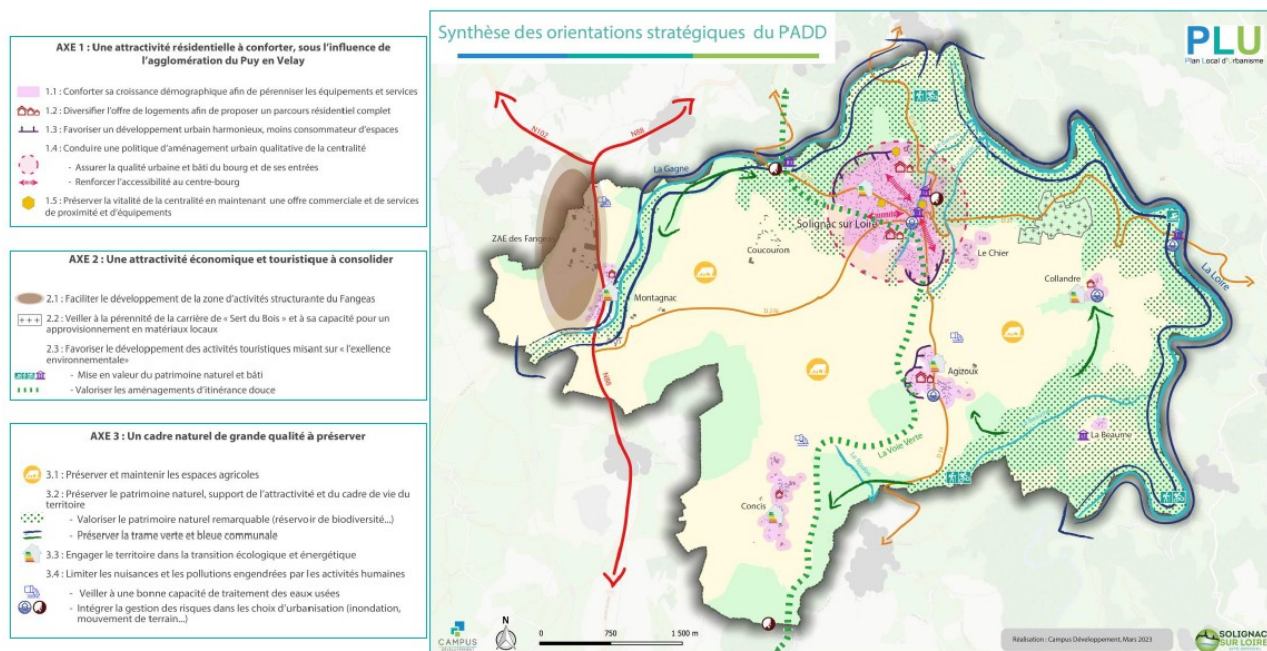


Figure 2: Synthèse des orientations du PADD (source dossier).

Le projet de PLU est basé sur un scénario de développement démographique de +0,71 %/an, afin d'atteindre à l'horizon 2035 une population de 1 390 habitants. Pour répondre à cette croissance démographique d'environ 120 habitants supplémentaires, le PADD prévoit la réalisation de 90 logements. Au-delà de cette production de logements neufs, le PLU prévoit également la remise sur le marché de 24 logements vacants sur la durée du PLU. Ce projet de territoire nécessitera, d'après le dossier, la mobilisation d'environ 15 ha de foncier³ avec une densité de l'ordre de 12 logements/ha maximum.

Le projet de PLU est composé de six opérations d'aménagement et de programmation (OAP) destinées au développement de l'habitat. Trois de ces OAP sont localisées dans des secteurs en extensions urbaines⁴ et les trois autres sont situées dans des dents creuses de l'enveloppe urbaine.

³ Le dossier indique qu'un taux de 30 % de rétention foncière a été retenu.

⁴ Les OAP « des Prades », « la Condamine » et celle « du Bardou ». Les OAP en dents creuses sont celles de « La Longe », celle de « la route du Puy » et celle de « L'impasse de la Longe ».

Le développement économique est prévu essentiellement dans la zone d'activités communautaire du Fangeas, située à l'ouest de la commune de Solignac-sur-Loire, en frontière avec la commune de Saint-Christophe-sur-Dolaizon. Le potentiel constructible du secteur de la zone d'activités du Fangeas est constitué principalement de « dents creuses » et de deux parcelles en « extension » pour un total de 6,42 ha.

1.3. Principaux enjeux environnementaux de la révision générale du plan local d'urbanisme (PLU)

Pour l'Autorité environnementale, les principaux enjeux du territoire et du projet sont :

- la consommation d'espace,
- la biodiversité,
- la gestion de l'eau,
- les risques et nuisances,
- le paysage,
- le changement climatique et les émissions de gaz à effet de serre (GES).

2. Analyse du rapport environnemental

2.1. Observations générales

Certaines données présentes dans l'« état initial » ou « la justification des choix » seront à actualiser. Cela concerne notamment la dynamique démographique (2013-2018) ou encore la taille moyenne des ménages (2018). L'utilisation de données trop anciennes fausse les projections et les scénarios qui sont envisagés par le bureau d'étude et la collectivité. Par exemple, le scénario sur lequel se construit l'hypothèse de développement démographique communal est plus proche de la période 2013-2018 qui enregistre une croissance démographique annuelle de +1,1 %, alors que la croissance démographique annuelle récente, entre 2015-2021, est de +0,3 % selon l'Insee.

En outre, il manque pour chaque thématique traitée dans le diagnostic territorial et l'état initial de l'environnement une synthèse des enjeux du territoire. L'ajout d'un tel développement faciliterait la lecture du dossier pour le public.

2.2. Articulation du projet de PLU avec les autres plans, documents et programmes

L'articulation du PLU avec les documents de norme supérieure est traitée dans le document intitulé « *Justification du projet et évaluation environnementale* ⁵ ». Les grandes orientations de la loi Montagne sont rappelées. L'analyse de la compatibilité du projet de territoire avec les documents de norme supérieure fait l'objet d'un tableau dédié où les objectifs et les orientations des documents supra-communaux sont inscrits. En effet, les différentes thématiques et dispositions du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (Sdage) Loire-Bretagne sont déclinées, ainsi que celles du plan de gestion du risque inondation du bassin Loire-Bretagne (PGRI). Il en est de même du schéma de cohérence territoriale (Scot) du Pays du Velay, du schéma régional d'aménagement de développement durable et d'égalité des territoires (Sraddet) Auvergne-Rhône-

5 P 55 à 58 en ce qui concerne la Loi Montagne et p 76 à 90 pour les autres documents supra communaux.

Alpes, ou encore du programme local de l'habitat (PLH) du Pays du Velay et du plan climat air énergie territorial de la communauté d'agglomération du Puy-en-Velay.

2.3. État initial de l'environnement, incidences du PLU sur l'environnement et mesures ERC

2.3.1. Consommation d'espace

L'analyse de la consommation foncière sur les dix dernières années est, d'après le dossier, estimée à 12 ha entre 2011 et 2020 (soit 1,2 ha en moyenne par an). Cette analyse a pour source l'observatoire national « [le portail de l'artificialisation des sols](#) ».

Le dossier souligne que la densité des logements construits entre 2012 et 2021 a été de 4,7 logements/an, avec une localisation des constructions principalement au nord et au sud du bourg principal. Afin de faciliter la lecture du dossier et son analyse, il est nécessaire de prendre les mêmes intervalles, notamment pour la consommation foncière. Dans le cas présent, il y a un décalage d'une année.

Un travail cartographique et de terrain a été fait afin d'estimer la rétention foncière. Un taux de 30 % de rétention du potentiel à vocation résidentielle a été retenu, représentant une surface de 8 ha à déduire du potentiel urbanisable. La méthodologie retenue pour décrire les capacités d'accueil et de densification est détaillée dans le dossier⁶. Ce potentiel urbanisable est estimé à 30,7 ha pour l'habitat, 22 ha pour le foncier économique et 0,6 ha à destination des activités sportives et de loisirs. La part totale du foncier disponible en dents creuses étant de 26,5 ha contre 26,7 en extension⁷. Ces différents espaces sont cartographiés et des zooms sont présentés sur le bourg ainsi que sur les principaux villages.

Le dossier évalue le taux de logements vacants à 12,7 %, soit un volume de 82 logements vacants contre 12 % à l'échelle de l'agglomération du Puy-en-Velay.

Le dossier ne dresse pas l'état initial des besoins, des disponibilités foncières en matière économique, ni l'évolution de la consommation foncière sur ce thème à l'échelle de la communauté d'agglomération Capev. Il est nécessaire de disposer de ces informations afin de mieux comprendre l'ouverture ou le maintien⁸ à l'urbanisation du secteur du Fangeas. Aucune précision n'est donnée sur le changement de zonage de l'ensemble de la zone qui passe d'un zonage AUi (zone d'urbanisation future économique) dans l'ancien PLU à un zonage UY (zone urbaine à vocation économique). Ces analyses seront également à rajouter au diagnostic territorial.

L'Autorité environnementale recommande de faire le bilan des disponibilités foncières et de la consommation foncière sur le plan économique à l'échelle de l'agglomération du Puy-en-Velay.

En matière d'incidences, le dossier affirme que le projet de PLU, avec 42 % de consommation foncière en moins, est en adéquation avec « la loi *Climat et résilience* qui demande une réduction de 50 % du rythme d'artificialisation des espaces naturels, agricoles et forestiers par rapport à la consommation observée sur la commune entre 2011 et 2020 ». Pour le dossier « la commune

⁶ P 87 et suivantes de la partie diagnostic.

⁷ Cf tableau p 88 du diagnostic.

⁸ Le dossier précise : « En lien avec les ambitions économiques de la Capev aucune extension de cette ZAE n'a été inscrite au projet de PLU révisé (la future extension du Fangeas est d'ores et déjà planifiée sur la commune de St-Christophe-sur-Dolaison aux abords du contournement du Puy-en-Velay). »

conçoit à un bel effort de modération de la consommation foncière » en réduisant le potentiel foncier urbanisable (en 2021) de près de 30 ha pour parvenir à un total de 15 ha.

La loi Climat et résilience vise notamment à limiter toute extension de l'artificialisation d'ici 2050. Un premier objectif intermédiaire de réduction par deux de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers d'ici 2030 par rapport à la consommation foncière mesurée entre 2011 et 2020 a été fixé. Or, le dossier dresse simplement la comparaison des surfaces « urbanisables » entre l'ancien et le nouveau PLU et ne prend pas pour référence l'évolution antérieure de la consommation foncière. Avec une consommation foncière prévue de 15 ha sur la durée du PLU, alors que la consommation foncière constatée s'élève à 12 ha entre 2011 et 2020, le projet de PLU ne répond pas aux objectifs de préservation des espaces naturels agricoles et forestiers.

L'Autorité environnementale recommande de reprendre le projet afin qu'il s'inscrive en cohérence avec les objectifs de sobriété foncière fixés par la loi Climat et résilience.

Le projet de PLU comprend sept changements de destinations⁹, mais les impacts de ces derniers en matière de voiries, ressources en eau ou capacité de traitement d'eaux usées, paysage et biodiversité ne sont pas analysés et ne font pas l'objet de la mise en place d'éventuelles mesures ERC. Cela est notamment le cas pour les trois changements de destination qui concernent des bâtiments sur le secteur du Chambon à l'est du territoire, situés dans un réservoir de biodiversité et à proximité immédiate d'habitats naturels humides.

De même, 11,47 ha du potentiel foncier constructible identifié dans le projet de PLU sont repérés au registre parcellaire graphique (RPG) agricole de 2022¹⁰. Les impacts du projet de PLU en matière de consommation de terres agricoles n'ont pas été analysés. Ces points seront à compléter.

Les emplacements réservés (ER) sont au nombre de neuf. Ils sont présentés dans un tableau inclus dans le règlement écrit du PLU. La surface totale de ces ER est de 3,46 ha dont 2,7 ha pour l'ER n°9¹¹.

L'enveloppe du foncier économique encore urbanisable correspond à une surface de 6.6 ha¹² (pour une surface totale de 44.5 ha classée en zone secteur d'accueil d'activités économiques Uy). Le dossier n'argumente pas suffisamment l'ouverture à l'urbanisation de la zone d'activités économiques (ZAE) du Fangeas. La justification et les incidences de cette ouverture seront à renforcer, d'autant que 10,2 ha de foncier sont également ouverts à l'urbanisation sur la ZAE du Fangeas sur la commune limitrophe de Saint-Christophe-sur-Dolaison.

Le dossier indique en effet que « *la future extension de la ZAE du Fangeas est d'ores et déjà planifiée sur la commune de Saint-Christophe-sur-Dolaison¹³ aux abords du contournement du Puy-en-Velay* »¹⁴. Mais le dossier ne traite pas de cette future extension et également de ses effets cumulés en matière d'incidences sur l'environnement avec la partie de la ZAE implantée sur la commune de Solignac-sur-Loire. Ce point sera à compléter afin de pouvoir apprécier les éventuelles incidences sur l'ensemble de la ZAE du Fangeas.

9 Une liste comprenant sept bâtiments est présentée en annexe du règlement écrit du PLU. La référence cadastrale et la dénomination du site concerné sont précisés. Par contre, la surface des parcelles concernées sera à reporter au dossier.

10 P 116 du tome 1.2 « justification du projet ».

11 Projet de valorisation touristique des étangs du Chambon.

12 6,4 ha sur la ZAE d'intérêt communautaire « Le Fangeas » et 0,18 ha sur la zone artisanale proche de l'ancienne gare SNCF (cf p 35 du tome 1.2 du dossier).

13 Une extension de 10,2 ha est prévue.

14 P 133 du tome 1.2 « justification du projet et évaluation environnementale ».

Une réserve foncière de 3 000 m² a été conservée au sud-ouest du bourg pour le développement d'équipements (classé en Ue). Une autre réserve foncière de 2,1 ha, située dans le secteur « Les Prades » et en continuité de la zone 1AUc « La Condamine », a été classée en zone AUc du futur PLU.

Pour la bonne information du public, le dossier devra préciser si la construction de 2,16 logements sociaux par an est comprise dans les 90 logements réalisés sur la durée du PLU.

S'agissant des mesures limitant ou optimisant la consommation foncière :

Les zones Nh de l'ancien PLU déclinées sur les hameaux qui avaient une vocation principalement résidentielle ont été supprimées et en parties remplacées par un zonage Uav¹⁵. Le dossier souligne qu'à cette occasion « *le potentiel foncier constructible en extension a nettement diminué sur ces villages*¹⁶ ». Un zoom de la nouvelle enveloppe urbaine est présenté pour chaque village¹⁷. La nouvelle enveloppe urbaine (Uav) sur ces villages est cohérente. Il aurait été opportun de présenter également « l'ancienne enveloppe urbaine » de ces villages afin de faciliter la comparaison. En effet, le zonage « avant la révision du PLU » et « après la révision du PLU » présenté (p 29 du tome 1.2) ne permet pas de comparer facilement les enveloppes urbaines des villages.

Le projet de territoire vise à remettre sur le marché 24 logements vacants sur la durée du PLU, afin de tendre vers un taux de 11 % de logements vacants. Trois OAP situées en densification du bourg existant sont programmées au futur PLU.

Le PADD préconise dans ses orientations « *un développement harmonieux et moins consommateur d'espace* », ainsi que « *la préservation et le maintien des espaces agricoles* ». En matière de densité de construction, le projet de territoire respecte globalement les orientations du Scot qui fixent une densité de construction comprise entre 12 et 15 logements/ha. Le PLH de la Capev (2019-2025) fixe dans ses orientations un objectif de 32 à 40 logements neufs sur la durée du PLH (soit entre 6 et 7 constructions neuves par an). Le projet de PLU dépasse légèrement la fourchette haute du Scot avec 7,5 logements par an sur 12 ans. Pour les OAP, les densités sont parfois inférieures à celles prescrites par les documents de norme supérieure.

En effet, les OAP du projet de PLU prévoient un total de 38 à 44 constructions neuves, sur une surface foncière totale de 5,3 ha, soit une moyenne supérieure à 1 000 m² par logement. Cette densité inférieure aux orientations du Scot ne s'inscrit pas dans un objectif de maîtrise foncière. La densité au niveau de ces OAP sectorielles auraient dû être plus soutenue afin d'optimiser les surfaces foncières. En outre il n'y a pas de phasage proposé. Les OAP impactent des terres agricoles (dont 1,3 ha déclarés dans le système d'aides de la PAC) sans que les incidences soient évaluées.

Le règlement graphique du PLU inclut les enveloppes urbaines existantes des villages et du bourg de Solignac-sur-Loire. Le dossier indique que les hameaux qui ont une activité principalement agricole ont été exclus de l'enveloppe des zones urbaines (U) du PLU, notamment en raison des périmètres de réciprocité et des éventuels conflits d'usage. Cependant, au regard du nouveau règlement graphique du PLU, les espaces agricoles constructibles ont vu leur surface augmenter de manière considérable, alors que la zone agricole était principalement en zone agricole protégée (An) dans le zonage antérieur du PLU¹⁸. En effet dans l'ancien PLU, il existait un zonage Ac qui li-

15 Zone urbaine d'habitat traditionnel correspondant aux villages à vocation résidentielle.

16 Hameaux de Montagnac, Chassilhac, Agizoux, Collandre et la Beaume.

17 P 42 du tome 1.2 « justification du projet »

mitait les zones agricoles constructibles alors que dans le projet de PLU, cette zone Ac n'existe plus et elle est remplacée par une vaste zone A autorisant les extensions des bâtiments agricoles.

Le dossier mentionne que la délimitation des zones agricoles et des zones naturelles a été ajustée pour correspondre à l'état de connaissance du parcellaire agricole exploité et des sensibilités environnementales et paysagères de la commune. À l'observation de la localisation de certaines parcelles en extension urbaine, la préservation de l'espace agricole ne semble pas toujours assurée. Par exemple, au niveau du bourg, la parcelle E 255 composée de terres arables sur 1,2 ha passe entièrement en zone 1AUc, alors que cette parcelle est principalement située en dehors de l'enveloppe urbaine. De même, au niveau du hameau de Concis, la parcelle F 361 se situe dans le périmètre de réciprocity d'un bâtiment agricole. Une zone constructible de 970 m² empiète aussi sur une parcelle agricole (parcelle F 638). Sur le hameau de Montagnac, une parcelle agricole de 1,37 ha de terres arables est concernée par une zone constructible de 3 143 m² (parcelle G 114).

De même, les zonages définis aux lieux-dits « Les Cotes » et « Lachamps » ont été placés en zone N, alors qu'ils sont constitués en grande partie de terres agricoles. Cela est également le cas au niveau des lieux-dits de « La Garde » et « du Maourmedous ».

2.3.2. La biodiversité

Les informations présentées dans le dossier proviennent notamment de l'inventaire national du patrimoine naturel (INPN).

S'agissant des périmètres d'inventaires, quatre Znieff¹⁹ de type 1²⁰ sont présentes sur la commune, ainsi que deux Znieff de type 2²¹. Elles sont justement cartographiées. Il en est de même des trois zones Natura 2000²² et des trames vertes et bleues. Le dossier identifie la carrière de Solignac et la ZA du Fangeas « *comme obstacles ponctuels de la Trame Verte* ». Une carte extraite du Sraddet est également présentée, avec un zoom sur la commune de Solignac-sur-Loire, mais cet extrait est peu lisible, car les limites communales ne sont pas visibles²³.

Le rôle fondamental des zones humides est rappelé. Le dossier indique qu'elles ont été identifiées à la suite de l'inventaire réalisé par le conservatoire d'espaces naturels d'Auvergne en 2021 dans le cadre du [contrat territorial 2017-2022 sur le haut bassin de la Loire](#). Il est nécessaire que le dossier précise et détaille les prospections effectuées dans l'objectif de ce contrat territorial (méthode, périodes, lieux des éventuels prélèvements...). Ce recensement concerne les zones humides de plus de 0,5 ha. Une carte²⁴ représente le résultat de cet inventaire, mais cette dernière est difficilement lisible.

18 Cf p 29 du tome 1.2 « justification du projet et évaluation environnementale » https://geoportail.lepuyvelay.fr/data/urbanisme/documents/43241/6_3.1_Règlement_20210720.pdf

19 Znieff : Lancé en 1982 à l'initiative du ministère chargé de l'environnement, l'inventaire des zones naturelles d'intérêt écologique faunistique et floristique (Znieff) a pour objectif d'identifier et de décrire des secteurs présentant de fortes capacités biologiques et un bon état de conservation. On distingue deux types de Znieff : les Znieff de type I : secteurs de grand intérêt biologique ou écologique; les Znieff de type II : grands ensembles naturels riches et peu modifiés, offrant des potentialités biologiques importantes.

20 En l'occurrence, celle des « Gorges de la Loire de Chadron à Cussac-sur-Loire et basse vallée de la Gagne », celle « des Gorges de la Loire à Goudet », celle du « Lac d'Agizoux » et de « la vallée de la Beaume ».

21 Znieff de « la Haute vallée de la Loire » et celle du « Déves ».

22 La zone de protection spéciale « Gorges de la Loire », la zone spéciale de conservation « Gorges de la Loire et affluents partie sud » et la zone spéciale de conservation « carrière de Solignac ».

23 P 43 du diagnostic territorial.

24 P.47 du diagnostic territorial

En matière d'incidences, le dossier indique que « *le PLU a un impact globalement positif sur le long terme sur les enjeux de biodiversité et de préservation de la Trame Verte et Bleue* ». Une carte du PLU révisé est confrontée à celle de la trame verte et bleue de la commune²⁵. Les différents secteurs ouverts à l'urbanisation, « La Gardette – la Longe », « Bel Air – Le Vis » ou « Le Montel – Les Combes » bénéficient d'une cartographie précise à la parcelle et d'une synthèse qui évalue les sensibilités environnementales de chaque secteur²⁶. Concernant l'évaluation des incidences du projet de territoire sur les trois zones Natura 2000, elle fait l'objet d'un paragraphe dédié et conclut que « *globalement, l'incidence du PLU sur Natura 2000 est positive au vu des surfaces protégées* ». Cette argumentation sera à étayer dans le dossier.

L'Autorité environnementale recommande d'étayer la conclusion relative aux incidences de la révision du PLU sur la zone Natura 2000.

Des mesures ERC sont prévues afin de préserver la biodiversité et notamment les périmètres de Znieff et les sites Natura 2000. Ces derniers bénéficient, dans le règlement graphique du PLU, d'un classement en zonage naturel N ou agricole A, avec parfois une trame superposée à ces zonages afin d'assurer leur préservation (soit en tant que « réservoir de biodiversité à protéger » ou comme « maillage bocager à préserver » au titre de l'article L.151-23 du code de l'urbanisme). Les secteurs à urbaniser du nouveau PLU (zone 1 AUc et 2 AUc) n'interfèrent pas avec les sites Natura 2000. Toutefois la zone A est relativement permissive en ce qui concerne les possibles extensions des exploitations agricoles. Cela constitue un point de vigilance, notamment au droit des zones Natura 2000.

À l'extrémité ouest de la commune, à proximité du secteur de la zone d'activité du Fangeas, la zone An (zone agricole protégée) a été remplacé par un zonage N, ce qui est plus protecteur.

L'emplacement réservé (ER) n°9 sur le secteur du Chambon (2,7 ha) à l'est de la commune constitue une vaste surface située au cœur d'un réservoir de biodiversité, en zonage Natura 2000²⁷ et en limite d'une zone humide. Cet ER comprend également quatre changements de destinations inscrits au règlement graphique. Toutefois, les éventuelles incidences sur la zone Natura 2000 liées au périmètre de cet ER n'ont pas été analysées. Il en est de même pour celles concernant les changements de destination envisagés. Ces points doivent faire l'objet d'une analyse.

Par rapport à l'ancienne mouture du PLU, un vaste secteur ouvert à l'urbanisation au sud-ouest du bourg de 6,2 ha (zone AUc « Pré Neuf ») a été réduit en une zone 1AUc de 1,3 ha (zone AUc « Le Barbou »).

Le PADD du PLU, à travers son axe 3, prône la préservation des espaces naturels. Il a comme orientation de « *préserver le patrimoine naturel...en valorisant le patrimoine naturel remarquable, préservant la trame verte et bleue notamment les réservoirs de biodiversité et les corridors écologiques et également en limitant les pollutions engendrées par les activités humaines* ».

D'un point de vue réglementaire, les zones humides identifiées dont la surface est supérieure à 0,5 ha font l'objet d'une trame spécifique au règlement graphique du futur PLU au titre de l'article L.151-23 du code de l'urbanisme. Les dispositions générales du règlement graphique du PLU spécifient que « *toutes constructions et installations nouvelles portant sur l'emprise d'une zone*

25 P 91 du tome 1.2 « justification du projet et évaluation environnementale ».

26 P 92 et suivantes du tome 1.2 « justification du projet et évaluation environnementale ».

27 ZCS « Gorges de la Loire et affluents partie sud ».

humide sont interdites, à l'exception des installations et ouvrages d'intérêt collectif nécessaires aux réseaux, à la sécurité et à la prévention des risques ».

Cependant, une grande partie des parcelles en secteur AU est concernée par une suspicion de présence de zones humides. Seules les OAP « Le Barbou » et « Les Prades » ne sont pas concernées par une suspicion de présence d'une zone humide. En zone U, la parcelle A 1308 est également concernée par la présence d'une zone humide. Un inventaire plus approfondi de ces secteurs potentiellement humides devra être réalisé.

L'Autorité environnementale recommande de fournir une analyse des zones humides dans les secteurs où un développement de l'urbanisation est rendu possible par le projet de PLU, et de prévoir les mesures ERC nécessaires.

Les grands ensembles bocagers à préserver et les continuités écologiques ont été identifiés au PLU et font l'objet d'une trame particulière au titre de l'article L. 151-23 du code de l'urbanisme. La forêt et les milieux boisés ont également été identifiés et intégrés au nouveau zonage. Les zones naturelles ou forestières sont classées en zonage N du règlement graphique du PLU. Les dispositions générales du règlement écrit du PLU précisent que *« lorsque les travaux de construction ou d'aménagement le nécessitent, les haies/murets pourront cependant être déplacés, s'ils sont remplacés dans les conditions similaires (hauteur densité végétales) et sous réserves d'être connectés aux haies/murets existants »*.

Les principaux cours d'eau du territoire (la Loire, la Gagne, la Beaume et les ruisseaux du Bardon et de Mussic) bénéficient d'une trame dédiée au règlement graphique du PLU afin d'assurer leur préservation.

Les différents emplacements réservés (ER) identifiés au nouveau projet de territoire font l'objet d'une liste en annexe du PLU et sont inscrits au règlement graphique du nouveau PLU. Il en est de même des différents bâtiments pouvant changer de destination. En matière d'incidences, le règlement écrit du PLU précise que *« le changement de destination ne sera possible qu'à condition de ne pas compromettre l'activité agricole ou la qualité paysagère du site et qu'il soit desservi par des réseaux de capacité suffisante »*. Les éventuelles incidences sur les milieux naturels (réservoirs de biodiversité, les zones humides, accès, voiries et réseaux, rejet d'eaux usées...) ne sont pas analysés, comme sur le secteur du Chambon. Ce point sera à compléter au dossier.

Le secteur nord-ouest de la commune est en grande partie classé en zone A du PLU (notamment au niveau des lieux-dits les Inclavades, Chastelas, Coste neuve, La Haute, Raffy et Les Crozes). Il est très boisé, composé de nombreuses haies, bosquets, de zones humides voire de forêts en continuité de massifs. Le dossier ne justifie pas pourquoi une grande partie de ce secteur n'a pas été classé en zone N du nouveau PLU.

En ce qui concerne les OAP, l'intégration paysagère et le maintien des continuités écologiques ne sont que très peu traités, par exemple l'OAP « Route du Puy » située dans une dent creuse, celle « du Barbou » en extension urbaine, ou encore celle de « La Condamine » localisée en limite de plateau avec des vues sur le Mezenc et les Gorges de la Loire.

À l'ouest de la commune, un fuseau d'étude du projet de mise à 2X2 voies de la route nationale RN 88 figure sur le règlement graphique (Décision ministérielle du 28 juillet 1997). Aucune précision n'est donnée sur les études existantes et le calendrier de celles prévues. Ce projet traverse notamment une zone naturelle, un réservoir de biodiversité et des zones humides. Le dossier ne traite pas des éventuelles incidences sur l'environnement ni des mesures pour les éviter, les ré-

duire et si besoin les compenser que le document d'urbanisme doit fixer ou inscrire dans le cadre de ce projet ce qui constitue une lacune importante. Ce point sera également à compléter.

L'Autorité environnementale recommande d'analyser les incidences du projet de PLU sur la biodiversité et de présenter les mesures prises dans son règlement et ses orientations pour y remédier. Elle recommande en outre d'évaluer les incidences sur l'ensemble des thématiques environnementales du fuseau pour la mise à 2X2 voies de la route nationale RN 88 inscrit au règlement graphique.

2.3.3. La ressource en eau.

Le réseau hydrographique de la commune fait l'objet d'un paragraphe dédié dans le dossier²⁸. La place essentielle de la Loire est rappelée à juste titre. L'enjeu constitué par le bassin de la petite Gagne est également rappelé. Le risque de la présence de micro-polluants dans la Beaume et la Gagne est souligné dans le dossier, mais aucune donnée chiffrée ne permet de vérifier l'état écologique et chimique de ces cours d'eau. Il est simplement stipulé suite à une étude du département de la Loire en date de 2022, que « *pour la Loire à Solignac/Loire l'état biologique et physico-chimique sont bons ou moyens et pour la Petite Gagne les résultats vont du médiocre au moyen* ». En outre, le schéma d'aménagement de gestion des eaux Loire Amont fait état pour la Beaume et la Gagne d'un possible « risque » (de non atteinte du bon état) lié à la présence de micropolluants et des conditions morphologiques. Le dossier signale également, p. 30 du diagnostic, « *un manque de suivi et de connaissances de la qualité des eaux superficielles et souterraines vis-à-vis des phytosanitaires* » notamment pour le plateau du Devés. Par ailleurs, il n'y a pas de carte lisible permettant d'avoir une vision globale du chevelu hydrographique au niveau communal. Ce point sera à compléter.

Le dossier indique que « *le projet de PLU n'a pas d'incidences majeures sur les cours d'eau et les masses car le potentiel foncier urbanisable est relativement restreint en termes de surfaces* ». Ce bilan devra être davantage argumenté, car il ne suffit pas, en l'état, pour apprécier les véritables incidences du projet de PLU sur les masses d'eau et les cours d'eau, d'autant qu'il existe des dysfonctionnements au niveau de la capacité et de la qualité de traitement des eaux usées sur la commune.

L'Autorité environnementale recommande de préciser l'état des lieux des masses d'eaux superficielles et de fonder l'analyse des incidences de la révision du PLU sur celles-ci.

Pour ce qui est de la ressource en eau potable, l'état initial souligne que c'est le syndicat de l'eau et de l'assainissement du Velay rural qui assure la production et le transfert de l'eau potable. Le dossier présente simplement un état de la consommation de l'eau potable à l'échelle du syndicat, soit un volume de 575 700 m³ par an. La consommation et la qualité de l'eau potable délivré sur la commune de Solignac-sur-Loire n'est pas indiquée. Son évolution récente ou encore la capacité à répondre au projet de territoire (nouvelle population et développement de la zone d'activités économiques) n'est pas non plus précisée. L'état du réseau de distribution d'eau potable et de ses ouvrages ne sont pas évoqués dans les documents transmis. Le dossier devra être complété sur ces points et indiquer comment est pris en compte le changement climatique.

S'agissant des mesures ERC, le règlement graphique du PLU classe les périmètres de protection de captages d'alimentation en eau potable en zone N du règlement graphique du PLU.

28 P 29 du diagnostic territorial.

L'Autorité environnementale recommande de compléter l'analyse de la disponibilité et de la qualité de l'eau potable, au regard des ambitions du projet de territoire, tout en tenant compte des effets du changement climatique.

S'agissant du traitement des eaux usées, pour une vision plus aisée de l'état des stations de traitement des eaux usées (Steu), il serait utile de présenter leur diagnostic à travers un tableau synthétique, afin d'avoir une lecture rapide de leur état de fonctionnement. Le dossier indique que trois Steu sont présentes sur le périmètre communal. En l'occurrence, une sur le hameau d'Agizoux (100 Eq), une sur celui de Concis (100 Eq) et une autre sur le hameau de Montagnac-Chassilhac (capacité de 90 Eq). Quant aux effluents du bourg, ils sont traités par la station d'épuration de Cussac-sur-Loire (capacité de 3 550 EH²⁹) qui était non conforme en 2022, notamment sur les paramètres DBO5 et DCO. Il semble que la collectivité ne possède aucun diagnostic du système d'assainissement alors que ce document est obligatoire et qu'il doit être actualisé tous les dix ans. Concernant l'assainissement non collectif, il ne concerne que les hameaux et il est géré par le syndicat de l'eau du Velay rural.

Concernant les incidences sur les milieux naturels, le dossier signale *« qu'on ne recense pas de dysfonctionnement sur le réseau d'assainissement collectif³⁰, hormis sur le secteur du Fangeas dont la station d'épuration atteint ses limites en termes de capacité »*.

Cependant les Steu d'Agizoux et de Concis sont de type lagunage et elles sont en partie comblées et relarguent des rejets « moyens » dans le milieu naturel. La station d'épuration de Montagnac-Chassilhac qui traite en particulier les effluents de la zone d'activités de Fangeas a des rejets de très mauvaises qualité avec un mauvais fonctionnement notamment des remontées de boues et la présence de lentilles. Cette station est sous-dimensionnée et en surcharge organique. En 2019, cette steu avait fait l'objet d'un dossier de déclaration au titre de la loi sur l'eau pour sa réhabilitation. Avant toute installation sur la zone d'activités du Fangeas, la collectivité doit impérativement mettre en adéquation la capacité de traitement de cette steu, afin de supprimer l'impact sur le ruisseau la Gagne, affluent de la Loire. Le dossier ne fait apparaître aucun programme de réhabilitation de ces stations de traitement ou des réseaux de collecte. Le constat et l'analyse présentés dans le dossier sur cette thématique de l'assainissement seront à reprendre et à compléter. En outre, les incidences sur les milieux naturels liées au projet de valorisation touristique des étangs de Chambon à l'est de la commune seront à analyser, d'autant que ceux-ci sont localisés au sein d'un réservoir de biodiversité et à proximité d'une zone humide et du fleuve Loire.

S'agissant des mesures, le dossier précise que la communauté d'agglomération du Puy-en-Velay est en train de réaliser son schéma directeur d'assainissement collectif³¹. Il semblerait que ce schéma ne soit pas encore achevé. Le règlement écrit du PLU se contente de rappeler que *« l'évacuation des eaux d'origine industrielle, artisanale ou commerciale dans le réseau public peut-être subordonné à un prétraitement conformément à la réglementation en vigueur »*. Par ailleurs, il précise également que *« toutes les constructions ou installation doivent évacuer ces eaux usées par des canalisations raccordées au réseau collectif d'assainissement lorsqu'il existe »*.

Le PADD du PLU dans son axe 3 vise *« à préserver la qualité du cadre naturel en veillant notamment à une bonne adéquation entre le développement urbain d'une part et les capacités de traitements des eaux usées d'autre part »*. Le règlement écrit du PLU oblige le raccordement au ré-

29 Le diagnostic page 54 indique 3 550 EH alors que le portail de l'assainissement fait état de 3 350 EH.

30 P 122 du tome 1.2 « Justification et évaluation environnementale ».

31 Le dossier mentionne également *« qu'il sera réalisé en 2023 »*. Il semble cependant que la réalisation de ce schéma est toujours en cours.

seau collectif d'assainissement lorsqu'il existe ou à un système d'assainissement autonome. Toutefois, en l'état il est difficile d'apprécier si la capacité de traitement des eaux usées peut répondre aux besoins du projet de territoire, notamment avec l'extension de la ZAE du Fangeas.

L'Autorité environnementale recommande d'approfondir l'analyse sur l'adéquation entre les unités de traitement d'eaux usées et le projet de territoire et de conditionner la délivrance des permis de construire en fonction des capacités et de la qualité de traitement afin de préserver les milieux naturels.

S'agissant des eaux pluviales, le dossier souligne que « *pour le phénomène de ruissellement lié à l'imperméabilisation des sols, aucune problématique majeure n'a été relevée sur le territoire communal... car le potentiel foncier urbanisable...demeure très restreint en comparaison avec la superficie globale de la commune* »³². Cette conclusion ne se suffit pas à elle-même et elle devra également être davantage justifiée. Le règlement écrit du PLU signale dans ses dispositions générales que « *les eaux pluviales de toitures et de ruissellement des zones imperméabilisées seront gérées en priorité sur le terrain d'assiette lorsque la configuration et la nature du sol le permettent* ». Concernant les zones urbaines le règlement écrit du PLU préconise que les espaces libres devront être aménagés en recherchant leur non imperméabilisation.

2.3.4. Risques et nuisances

Le dossier indique que la commune possède une route classée à grande circulation, en l'occurrence la route nationale RN 88. Au regard de son classement en catégorie 3, une bande inconstructible de 75 m³³ de part et d'autre de l'axe est obligatoire. Cette bande a été réduite à 35 m pour la zone d'activités du Fangeas lors de l'élaboration de l'ancien PLU après à une étude dérogatoire dite « amendement Dupont ».

Le nouveau règlement graphique du PLU maintient ce retrait de 35 m au niveau de la zone d'activités économiques du Fangeas. Toutefois, le dossier n'indique pas s'il y a des nuisances sonores et des incidences sur la santé humaine, d'autant que la ZAE du Fangeas a évolué depuis l'élaboration de l'ancien PLU, avec notamment l'implantation de nouvelles activités et l'ouverture de nouvelles parcelles à l'urbanisation. Le zonage Uy du règlement écrit autorise « *les locaux accessibles à usage de logement* » assurant des missions de gardiennage et la présence de cette route à grande circulation pourrait avoir des incidences en matière de santé humaine. En termes de mesures, les dispositions générales du PLU rappellent que l'arrêté préfectoral n°DDT-2023-002 du 18 janvier 2023 est annexé au PLU avec notamment le classement sonore des infrastructures et également les obligations d'isolation phoniques. Un recul de 10 m par rapport à l'alignement des routes départementales D.33 et D.27 est également imposé par le règlement écrit du PLU.

S'agissant du risque inondation, malgré la présence de plusieurs cours d'eau sur le territoire communal, le dossier confirme que la commune de Solignac/Loire n'est concernée par aucun plan de prévention du risque inondation (PPRI). Mais, cette commune est concernée par le plan de gestion du risque inondation (PGRI) du bassin Loire Bretagne. En outre, en matière d'incidences, la connaissance locale des élus a été mobilisée pour déterminer un certain nombre de secteurs où le risque d'inondation est connu. En l'occurrence, il s'agit du secteur bordant le ruisseau du Barbou dans le bourg et également celui du secteur des Côtes de Coucournon situé au sud du ha-

32 P 116 du tome 1.2 « Justification ».

33 La bande inconstructible initiale de 75 m sera à argumenter dans le dossier, car il semble qu'initialement elle était de 100 m (de part et d'autre de l'axe) sur la commune de Solignac-sur-Loire.
https://geoportail.lepuyenvelay.fr/data/urbanisme/documents/43140/8_4.1_Classement_sonore.pdf

meau de Courcouron. Une étude du Cerema en date de 1997 sur les zones inondables de la Loire signale que la rive gauche de la Loire est concernée, notamment au niveau du hameau du Chambon qui est identifié comme zone inondable. Un développement de l'urbanisation est prévu sur ce secteur (ER n°9 et trois changements de destination). L'analyse du risque inondation devra être évalué au regard du développement de l'urbanisation envisagé.

L'Autorité environnementale recommande d'étayer et de conclure sur l'absence d'augmentation des risques pour les personnes et les biens du fait de la révision du PLU.

En termes de mesures, le règlement graphique du PLU couvre le secteur du Barbou en partie par une trame dédiée « *secteur soumis à un aléa inondation* » et le secteur des Côtes de Coucouron par un maillage bocager à préserver.

Le dossier n'identifie pas de sites ou de sols pollués sur l'espace communal. Cependant, il fait état de six anciens sites industriels d'activités ou de services (essentiellement des décharges communales), dont l'activité est aujourd'hui arrêtée. Il est indiqué que le PLU n'a pas d'impact sur ces sites qui sont pour la plupart classés en zone N.

Deux établissements industriels sur le territoire communal sont répertoriés comme relevant d'installations classées pour protection de l'environnement (ICPE). Le diagnostic du dossier les a listés et cartographiés. Les deux carrières présentes sur la commune, sont couvertes par une trame dédiée dans le règlement graphique du PLU, identifiant « les secteurs protégés en raison de la richesse du sol ou sous-sol (art R 151-34-2 du Code de l'urbanisme).

Le dossier informe que la commune de Solignac-sur-Loire est classée en zone 3 « *à potentiel radon significatif* ». Le règlement ne prévoit aucune mesure particulière sur ce risque et reporte le traitement de cette problématique sur l'information délivrée aux acquéreurs et locataires.

2.3.5. Paysage

Pour ce qui est du paysage, le dossier décrit les caractéristiques des grandes entités paysagères du territoire (Plateau du Devés et Gorges de la Loire). Malgré quelques photographies de ces entités, des entrées de bourg ou du patrimoine bâti, le dossier manque d'élément pour évaluer les enjeux paysagers du territoire. Le dossier devra également être complété par une carte qui synthétise les lieux, les cônes de vues, voire les covisibilités du territoire à préserver.

En termes d'incidences potentielles il est indiqué que « *l'ouverture de nouveaux terrains à l'urbanisation est susceptible d'engendrer des dégradations sur la qualité des paysages ainsi que sur la mise en valeur du patrimoine* ». Pour ce qui concerne les mesures prises sur cette thématique inscrite au dossier, elles visent à étendre les zones N et A, à inscrire le patrimoine bâti avec une trame spécifique au règlement graphique du PLU, et aussi à insérer un volet paysager au sein des OAP proposées.

D'un point de vue réglementaire, les différents sites communaux à préserver pour des motifs d'ordre culturel, historique ou architectural ont été répertoriés dans le dossier. Ils font l'objet d'une représentation cartographique et sont couverts par le règlement graphique du futur PLU au titre de l'article L.151-19 du code de l'urbanisme. Par contre, le volet d'intégration paysagère des OAP sera à retravailler. Par ailleurs, l'extension d'un zonage constructible à l'ensemble de zone A et la suppression du zonage An (zone agricole à préserver) peut avoir d'importantes incidences paysagères que le dossier tend à sous-estimer. De même, un zoom particulier devra être fait sur l'ouver-

ture à l'urbanisation de la ZAE du Fangeas. L'intégration paysagère de cette ZAE n'est pas traitée dans le dossier.

L'Autorité environnementale recommande de renforcer l'analyse paysagère du territoire et de compléter l'intégration paysagère des projets d'OAP et de la ZAE du Fangeas.

2.3.6. Climat-air-énergie

Le diagnostic présenté décrit les principales caractéristiques se rapportant au climat de Solignac-sur-Loire. Mais il manque des éléments, comme notamment l'évolution historique des températures. Aucun élément n'est présenté en termes de perspectives et de conséquences résultant du réchauffement climatique. Ces éléments seront à compléter.

La consommation énergétique du territoire est estimée à 30,6 GWh, alors que la production est de 0,471 GWh. Ces chiffres datent de 2018 et seront à actualiser. Le dossier précise qu'il n'y a pas de projet de développement en énergie renouvelable en cours ou à venir. Le potentiel du territoire n'a pas été analysé. Il est simplement indiqué sur ce sujet que « *de nombreuses opportunités de développement existent* ». Ce point sera à compléter.

L'évolution des émissions des gaz à effet de serre (GES) est exprimée à l'échelle de l'agglomération du Puy-en-Velay entre 1990 et 2018. Il est nécessaire de dresser un bilan en valeur absolue à un maillage plus fin et avec des données plus récentes. À ce stade du diagnostic les informations (ou les premiers bilans) ayant nourri la réalisation du PCAET peuvent être réutilisées et déclinées à une échelle plus fine.

En termes de déplacements, il ressort du dossier que la voiture est le mode de déplacement principal des actifs afin de se rendre au travail, avec 91 % de la part totale des déplacements. Malgré son appartenance au périmètre de la Capev cette commune n'est desservie par aucun transport urbain. Elle bénéficie cependant de la présence de deux arrêts³⁴ d'autobus dans le cadre des offres de transports (scolaires et interurbains) mis en place par le département de la Haute-Loire. Seul un service de taxi avec transport à la demande existe. La question des mobilités douces n'est pas suffisamment approfondie. Un projet d'aire de covoiturage est en cours de réflexion d'après le dossier. Toutefois aucune échéance concernant sa localisation et sa date de mise en service n'est avancée. Seule une plateforme internet de covoiturage existe d'ores et déjà. Une voie verte traverse la commune en direction de la ville du Puy-en-Velay, mais rien n'est proposé afin de l'intégrer au nouveau projet de territoire et notamment aux OAP ou à la ZAE du Fangeas.

Les incidences du projet de PLU sur la consommation énergétique, les émissions de gaz à effet de serre (GES) et la qualité de l'air sont qualifiées de « *globalement négative au vu des objectifs poursuivis par le PLU* »³⁵. Il est également indiqué qu'« *une augmentation de la population entraîne inévitablement une augmentation de la consommation énergétique et des GES et une détérioration de la qualité de l'air* ». En l'absence de la réalisation d'un bilan carbone, l'impact global du PLU sur les émissions de GES ne peut être apprécié.

Le PADD du PLU a comme ambition de « *limiter les nuisances et les pollutions engendrées par les activités humaines* » et « *engager le territoire dans la transition écologique et énergétique... mais n'auront qu'une incidence très limitée* » en optimisant les aménagements pour permettre les déplacements non motorisés. Or, les OAP du projet ne favorisent pas de véritables alternatives à

34 Un au niveau de la ZAE du Fangeas et l'autre à Montagnac.

35 P 124 du tome 1.2 « Justification et évaluation environnementale ».

la voiture individuelle. En outre, les liaisons et l'articulation entre les nouvelles opérations et le bourg centre semblent ignorées.

Concernant le volet énergie renouvelable, le règlement écrit précise qu'en zones U les systèmes solaires thermiques ou photovoltaïques doivent faire l'objet d'une intégration paysagère soignée sur les constructions et dans le paysage (exceptées les ombrières dotées de procédés de production d'énergies renouvelables situées sur des aires de stationnement). Il n'y a pas dans le règlement graphique du PLU de zonage spécifique afin de localiser le foncier potentiel où les énergies renouvelables peuvent se développer.

L'Autorité environnementale recommande de :

- **dresser le bilan carbone du projet de révision du PLU ; ce bilan doit permettre au territoire d'identifier et de justifier les leviers sur lesquels il est en mesure et prévoit d'agir.**
- **de développer des solutions favorisant les alternatives à l'utilisation de la voiture individuelle,**
- **d'estimer le potentiel en énergies renouvelables sur le périmètre communal.**

2.4. Solutions de substitution raisonnables et exposé des motifs pour lesquels le projet de PLU a été retenu

La justification du PLU fait l'objet d'un document dédié (document 1.2 du dossier³⁶) qui comprend également l'évaluation environnementale du PLU. En matière de justification le document est composé de la justification des choix retenus dans le PADD et de la justification des mesures réglementaires.

D'après le dossier, la justification de la révision du PLU est basée sur la prise en compte des documents supra-communaux et la volonté de la collectivité de « *conforter son attractivité résidentielle* » et le statut de commune structurante affichée dans le Scot et le PLH.

La justification de cette révision est également basée sur le fait que les élus de la commune veulent « *conforter la centralité communale, renforcer l'attractivité commerciale, de services et d'équipement, de poursuivre le développement de la zone du Fangeas, de valoriser les richesses patrimoniales et touristiques du territoire et de préserver les espaces agricoles et naturels à forts enjeux* ». Les axes stratégiques du PADD sont présentés sous la forme d'un tableau afin de compléter la justification des objectifs du PADD du futur PLU.

Le projet de PLU justifie un besoin d'une consommation foncière de 15 ha. Le dossier indique que « *le potentiel urbanisable du PLU est réduit de 50 % soit 15 ha au regard du potentiel foncier estimé (30 ha de zone U et AU) dans le PLU en vigueur* ». C'est ainsi, que le dossier conclut que « *le projet est en adéquation avec « la loi climat résilience »* ». Cette conclusion sera à reprendre, car dans les faits le projet de PLU nécessitera une consommation globale qui est supérieure à celle observée entre 2011 et 2020 (12 ha).

Le scénario de développement démographique prend en compte l'évolution de la population entre 2013 et 2018 (+1,1 %), alors que les derniers chiffres de l'Insee évoquent une croissance démographique annuelle de +0,3 %. Le choix de prendre en compte cette période antérieure sera à argumenter.

36 P 5 à P 75.

La justification de l'ouverture à l'urbanisation de la ZAE du Fangeas sera à renforcer. Une analyse des disponibilités foncières sur le plan économique sera à produire à l'échelle intercommunautaire, afin de mieux appréhender les besoins dans ce domaine et les éventuelles incidences.

Le dossier indique que la création de la zone AUc sur le secteur « La Condamine » vient en compensation du déclassement (en zone N) de la zone AU « Les Prades » qui constituait une réserve foncière dans l'ancienne mouture du PLU et qui comprenait une zone humide sur la quasi-totalité de son emprise. Le mot compensation sera à argumenter car si l'évitement de la zone humide est nécessaire, le besoin en termes de construction de logements devra être davantage argumenté.

La justification de la prise en compte des orientations de la loi Montagne et notamment « la préservation et le maintien des activités agricoles » sera à renforcer. En effet, dans sa démonstration le dossier met en avant le fait que « *les zones urbaines ne représentent que 6,5 % (0,2 % pour les zones à urbaniser) de la superficie communale et que les zones agricoles 54 % et naturelles (39 %)* ». Le dossier doit analyser et évaluer les impacts de la déclinaison du PLU sur les espaces et les activités agricoles. Certaines parcelles repérées au RGP 2022 pour leur vocation agricole sont identifiées comme potentiellement constructibles. En outre, le dossier précise que « *la vocation agricole de ces parcelles ne semble pas soulever d'enjeu majeur* » comme sur les secteurs de « La Condamine », de « La Beaume » voire de « Consis ». La justification de cette conclusion sera à argumenter.

L'ER n°9 « *projet de valorisation touristique des étangs du Chambon* » a une superficie de près de 2,7 ha. La justification de ce projet sera à détailler. Les incidences et la mise en place des mesures ERC seront également à décliner de manière proportionnée.

Les six OAP bénéficient d'un développement³⁷ consacré à leur justification. Cependant, le dossier n'indique pas si d'autres parcelles avaient été retenues au cours de la conduite de l'évaluation environnementale.

L'Autorité environnementale recommande de compléter les diverses justifications des choix effectués pour la révision du PLU.

2.5. Dispositif de suivi proposé

Le dispositif de suivi doit permettre « d'identifier, le cas échéant, à un stade précoce, les impacts négatifs imprévus et envisager si nécessaire, les mesures appropriées ». Il doit pour cela définir les « critères, indicateurs et modalités retenus ». À juste titre la valeur de référence fait l'objet d'une colonne dédiée. La fréquence des relevés se fera principalement de manière annuelle. Les différentes sources afin d'assurer le suivi de ces mesures sont bien distinguées.

Le résumé technique pourra être utilement complété par des représentations cartographiques pour une meilleure information du public et des différents lecteurs.

3. Prise en compte de l'environnement par le plan

Le projet de territoire se veut ambitieux en termes de croissance démographique. Sur le plan de la consommation foncière envisagée, il propose une consommation foncière qui est supérieure aux objectifs de la loi Climat et Résilience et qui ne reprend pas les objectifs intermédiaires de réduc-

³⁷ P 66 et suivantes du tome 1.2 « Justification ».

tion. L'analyse des incidences du projet de territoire présente des manques notamment en ce qui concerne la gestion de l'eau, le paysage. L'analyse des incidences des OAP des ER et du fuseau de la RN88 et la définition de mesures ERC à mettre en œuvre sont insuffisantes. Le plan identifie correctement les périmètres d'inventaires en matière de biodiversité. Enfin la mise en place dans le zonage graphique du PLU d'une vaste zone A permettant les extensions agricoles, n'est pas garante de la préservation de ces espaces à enjeux et de l'environnement.